



#57

6 août 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

FICHE D'INFORMATION

L'engagement américain en matière de changement climatique et de résilience en Afrique

Les catastrophes et les chocs – naturels ou causés par l'homme– risquent de provoquer des crises au sein des populations en situation de précarité et de marginalité, annihilant ainsi les bénéfices du développement gagnés de haute lutte. La fréquence et l'intensité de ces catastrophes et de ces chocs ne cessant d'augmenter, il devient difficile de renforcer la résilience des communautés, surtout dans les pays confrontés à de graves problèmes socioéconomiques exacerbés par les effets du changement climatique.

Lors du sommet États-Unis-Afrique, les États-Unis et les pays africains ont réaffirmé leur volonté commune de s'attaquer ensemble aux défis posés par le changement climatique et la pauvreté ainsi que de s'associer pour renforcer la résilience à ce type de crise. Ils ont également souligné leur volonté de promouvoir un développement économique sobre en carbone ainsi que l'accès aux énergies propres sur le continent africain. Les éléments constitutifs de cette stratégie de coopération comprennent :

Le Partenariat mondial sur la résilience. Au sommet, l'USAID et la fondation Rockefeller ont annoncé le lancement d'un Partenariat mondial sur la résilience de 100 millions de dollars pour contribuer à protéger la vie et les moyens d'existence des populations les plus vulnérables. De judicieux investissements croisés dans les secteurs de la capacité de réaction, de l'adaptation et de la croissance économique inclusive peuvent aider les populations à mieux fonctionner au quotidien et, lorsqu'une crise surgit, à gagner en résilience. Le Partenariat concentrera ses efforts sur trois régions ayant des antécédents de forte vulnérabilité face à des chocs récurrents – Sahel, Corne de l'Afrique et Asie du Sud et du Sud-Est – et s'appuiera sur les actions déjà entreprises par l'USAID, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les efforts en cours pour renforcer la résilience ont placé de nombreuses populations sur la voie d'un avenir plus sûr et plus durable.

Ainsi, en Ethiopie et au Kenya, nous avons contribué à améliorer la résilience des populations pastorales aux variations et changements climatiques en renforçant les systèmes d'alerte précoce en cas de catastrophe et nous avons amélioré la riposte aux aléas naturels. Au Sahel, nous avons intégré aux plans nationaux d'investissements pluriannuels la gestion des cycles de sécheresse et l'agriculture intelligente face au climat. Dans la corne de l'Afrique, en complément de ce soutien, des programmes financés par le gouvernement américain visent à renforcer la résilience aux crises récurrentes par l'accroissement des débouchés économiques, l'amélioration de la gestion des

ressources naturelles, des conflits et des risques de catastrophe, le progrès en matière de santé et de nutrition. Mais avec l'augmentation des risques, bien d'autres points faibles demeurent. Le temps est venu de traiter à plus grande échelle la résilience et les actions s'y rapportant. Pour renforcer ces actions en cours et déterminer de nouvelles perspectives, le Partenariat sur la résilience sera chargé, dans trois centres mondiaux (dont deux en Afrique), des missions suivantes :

- Accroître les capacités des populations, des communautés, des systèmes et des pays à anticiper et gérer divers risques ainsi qu'à s'y adapter, entre autres en encourageant les pratiques et technologies novatrices en matière de renforcement de la résilience, comme l'assurance bétail ou récolte basée sur un indice et la récupération d'eau de pluie.
- Accroître la capacité des institutions clés, locales, régionales et mondiales, à développer la résilience.
- Catalyser les alliances au sein d'un large choix d'acteurs du privé et du public afin de susciter et de mettre à échelle les investissements et innovations en matière de résilience.

Travailler en commun à la mise en œuvre de la déclaration de Malabo. Dans le cadre de l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Union africaine, les chefs d'Etat et de gouvernement ont convenu dans la déclaration de Malabo d'accélérer la croissance agricole, stratégie de base pour mettre un terme à la pauvreté en Afrique, de limiter la vulnérabilité face aux risques climatiques et météorologiques, de généraliser la résilience et la gestion des risques. Au sommet de cette semaine, l'Union africaine a communiqué sa feuille de route concernant la mise en œuvre de la déclaration et les États-Unis ont annoncé l'ouverture de plusieurs partenariats avec les nations africains autour de ces objectifs, entre autres :

- Notre engagement de faire fonction de membres fondateurs de l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat, dont le lancement est prévu lors du sommet sur le climat que le secrétaire général de l'ONU convoquera le 23 septembre 2014.
- Une assistance technique pérenne aux fins d'intégrer l'agriculture intelligente face au climat dans les plans nationaux et régionaux et d'utiliser les données climatiques, la modélisation et la formation pour aider les pays à adopter des concepts d'agriculture intelligente.
- La Sierra Leone, la Ghana Open Data Initiative, IBM et Kellogg ont annoncé s'associer aux États-Unis pour devenir partenaires de l'Initiative mondiale des données ouvertes pour l'agriculture et la nutrition (GODAN). GODAN soutient les efforts entrepris au niveau mondial pour rendre les données relatives à l'agriculture et à la nutrition disponibles et accessibles à tous sans restriction d'usage à travers le monde.
- Investissement dans le Programme de développement de l'assurance agricole de la Banque mondiale qui fournit analyses et assistance technique afin que les pays puissent concevoir et mettre en œuvre des partenariats publics-privé durables et rentables dans le domaine de l'assurance agricole afin d'accroître la résilience financière des foyers ruraux.

L'initiative sur le changement climatique mondial (GCCl) du président Obama. Les États-Unis vont poursuivre leur soutien aux pays africains par le biais de l'initiative du président sur le changement climatique mondial, qui a pour vocation de contribuer au renforcement de la résilience des pays en développement face aux conséquences du changement climatique et de dresser les

grandes lignes du développement à faibles émissions. La GCCI soutient des solutions de changement climatique allant de l'investissement dans des services d'information climatique en Ouganda et au Mali au traitement des causes de la déforestation en Zambie, en passant par le financement de dispositifs d'énergie propre au Kenya ou l'amélioration de la gestion des ressources hydriques vulnérables au climat dans les bassins hydrologiques transfrontaliers de l'Afrique australe.

Les États-Unis investissent des crédits supplémentaires au titre de la GCCI en Afrique par le biais de fonds multilatéraux et de programmes internationaux, notamment le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier et le Programme pilote pour la résilience climatique. Cette assistance multilatérale mobilise des fonds émanant d'autres gouvernements, de partenaires du développement et du secteur privé, investit des capitaux dans les infrastructures et fournit une série de produits financiers sur mesure à de nombreux pays d'Afrique.

La GCCI contribue également à l'investissement du secteur privé dans l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique grâce à des actions ciblées telles que l'initiative U.S. - Africa Clean Energy Finance (ACEF), qui vient compléter l'initiative Power Africa du président. Au sommet, les États-Unis ont annoncé le déblocage de crédits supplémentaires pour l'ACEF, qui a déjà financé en moins de deux ans de fonctionnement la mise au point de plus de vingt projets d'énergie propre en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, les États-Unis se sont associés à plusieurs pays africains pour les aider à accélérer leurs transitions vers un développement à faible émission grâce à des investissements dans les énergies propres et une meilleure gestion des terres. Ainsi, grâce au programme Elaboration de stratégies de développement à faible émission (EC-LEDS), les États-Unis se sont associés à 25 pays en développement à travers le monde, dont cinq en Afrique, qui veillent actuellement, tout en développant leur économie, à la réduction à long terme de leurs émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs clés. Les partenaires EC-LEDS en Afrique comprennent le Gabon, le Kenya, le Mali, l'Afrique du Sud et la Zambie.

Le changement climatique est un défi mondial qui exige une solution mondiale. Les États-Unis œuvrent avec leurs partenaires africains à l'élaboration d'un nouvel accord international sur le changement climatique pour 2015, un accord ambitieux et efficace qui suscite, de la part de tous les pays, des actions ambitieuses compatibles avec la situation et les capacités de chaque pays.

Informations complémentaires sur les activités concernant la GCCI :

<http://www.usaid.gov/climate>

<http://www.state.gov/e/oes/climate/>

Informations complémentaires sur la résilience et le Partenariat pour la résilience mondiale :

<http://www.usaid.gov/resilience>

<http://globalresiliencepartnership.org>



Le président Obama lors du sommet États-Unis-Afrique (AP Images)



Le couple présidentiel Obama reçoit M. et Mme Macky Sall en prélude au Sommet.

###